

N° 75

# SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1975-1976

---

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 26 novembre 1975.

## PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

*relatif à la Sécurité sociale des artistes auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques,*

TRANSMIS PAR

M. LE PREMIER MINISTRE

A

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

---

(Renvoyé à la Commission des Affaires sociales sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

---

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (5<sup>e</sup> législ.) : 1733, 1988 et in-8° 362.

---

Artistes. — Sécurité sociale (généralités).

L'Assemblée Nationale a adopté, en première lecture, le projet de loi dont la teneur suit :

## PROJET DE LOI

### Article premier.

Le titre V du Livre VI du Code de la Sécurité sociale est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Titre V. — Artistes auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques.*

« *Art. L. 613-1. — Les artistes auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques sont affiliés obligatoirement au régime général de la sécurité sociale pour les assurances sociales et bénéficient des prestations familiales dans les mêmes conditions que les salariés.*

« Lorsque la vente de leurs œuvres procure provisoirement aux intéressés des ressources insuffisantes pour être affiliés, ils peuvent demander que leur situation soit appréciée en tenant compte, en fonction de leurs titres, de leur qualité d'artiste professionnel. Dans ce cas, l'affiliation est prononcée par les organismes de sécurité sociale après avis d'une commission chargée de vérifier si les intéressés remplissent cette condition et dans laquelle sont représentés les Ministres des Affaires culturelles, des Finances et celui chargé de la Sécurité sociale, ainsi que les organismes professionnels des artistes.

« *Art. L. 613-2. — Les personnes mentionnées à l'article L. 613-1 ont le droit, pour elles-mêmes et les membres de leur famille au sens de l'article L. 285, aux prestations prévues aux Livres III et V à l'exception :*

« — des prestations en espèces de l'assurance maladie prévues à l'article L. 283 b ;

« — des prestations en espèces de l'assurance maternité prévues à l'article L. 298.

« Parmi les personnes mentionnées à l'article L. 613-1, la catégorie ayant droit aux prestations en espèces de l'assurance maladie et de l'assurance maternité, avant l'entrée en vigueur du régime défini au présent titre, continue d'en bénéficier dans le cadre de ce régime.

« *Art. L. 613-3.* — Pour bénéficier du règlement des prestations des assurances maladie et maternité, l'assuré doit être à jour de ses cotisations.

« En bénéficieront également les artistes placés dans la situation prévue au deuxième alinéa de l'article L. 613-1.

« *Art. L. 613-4.* — I. — Les revenus tirés de leur activité d'auteur par les personnes mentionnées à l'article L. 613-1 sont assujettis aux cotisations d'assurances sociales et d'allocations familiales dans les mêmes conditions que des salaires, sous réserve des dispositions du paragraphe VI ci-dessous et des adaptations prévues ci-après.

« II. — Les taux des cotisations dues au titre des assurances maladie, maternité, invalidité et décès pour les personnes mentionnées à l'article L. 613-1 sont fixés, par arrêté du Ministre chargé de la Sécurité sociale, en appliquant aux taux de droit commun un abattement tenant compte des dispositions de l'article L. 613-2.

« Les taux des cotisations dues au titre des assurances sociales, pour les personnes entrant dans la catégorie bénéficiaire de l'ensemble des prestations prévues aux livres III et V, sont conformes aux taux de droit commun.

« III. — Le financement des charges incombant aux employeurs au titre des assurances sociales et des prestations familiales est assuré par le versement d'une contribution par toute personne physique ou morale, y compris l'Etat et les autres collectivités publiques, qui procède, à titre principal ou à titre accessoire, à la diffusion ou à l'exploitation d'œuvres originales relevant des arts visés par le présent titre.

« Cette contribution est calculée selon un barème tenant compte notamment du chiffre d'affaires réalisé par ces personnes à raison de la diffusion ou de l'exploitation des œuvres des auteurs, vivants ou morts, ou de la rémunération versée à l'auteur lorsque l'œuvre n'est pas vendue au public.

« Elle est recouvrée comme en matière de Sécurité sociale par l'intermédiaire d'organismes agréés par l'autorité administrative qui assument les obligations de l'employeur à l'égard de la Sécurité sociale.

« Conformément aux dispositions du paragraphe VI ci-dessous, cette contribution permet de financer les dépenses du régime qui ne sont pas couvertes par les cotisations des personnes mentionnées à l'article L. 613-1.

« IV. — La part des cotisations à la charge des personnes mentionnées à l'article L. 613-1 est versée par les intéressés à l'organisme agréé dont elles relèvent.

« Toutefois, lorsque la rémunération est versée par l'une des personnes mentionnées au III du présent article, la fraction de cotisation assise sur la totalité de cette rémunération est précomptée par cette personne et versée par elle à l'organisme agréé.

« V. — Sans préjudice de l'application de l'article L. 121 du présent Code et des articles 13 et 41 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967, la fraction de cotisation au-dessous du plafond prévu audit article 13, calculée sur les rémunérations perçues en qualité d'auteur au sens de l'article L. 613-1 par des personnes qui exercent par ailleurs une ou plusieurs autres activités salariées ou assimilées, peut être fixée forfaitairement par arrêté du Ministre chargé de la Sécurité sociale.

« VI. — La couverture des charges instituées par le présent titre et de celles résultant de l'article 3 de la loi n°  
du est intégralement assurée par les cotisations et les contributions prévues au présent article.

« Art. 613-5. — Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent titre, notamment en ce qui concerne les obligations des assujettis, les conditions d'ouverture du droit aux prestations, les modalités de calcul des prestations en espèces de l'assurance décès et des pensions de vieillesse et d'invalidité, les obligations des personnes mentionnées au III de l'article L. 613-4 en matière de déclaration de leur chiffre d'affaire, la représentation majoritaire des intéressés au sein des organismes agréés prévus au même article, leur rôle et leurs rapports avec les organismes de sécurité sociale.

Le même décret détermine également les adaptations à apporter le cas échéant aux dispositions du présent code relatives au contrôle de l'assiette, à la fixation et au recouvrement des cotisations. »

#### Art. 2.

A l'article L. 648 du Code de la Sécurité sociale, les mots « homme de lettre, artiste » sont remplacés par les mots « artiste non mentionné à l'article L. 613-1 » .

#### Art. 3.

La loi n° 62-789 du 13 juillet 1962 n'est pas applicable aux personnes mentionnées à l'article L. 613-1 du Code de la Sécurité sociale.

Les droits acquis ou en cours d'acquisition par ces personnes dans le régime de base d'assurance vieillesse des professions libérales prévu au Livre VIII du Code de la Sécurité sociale antérieurement à la date d'application de la présente loi sont pris en charge par le régime du Titre V du Livre VI du Code de la Sécurité sociale dès son entrée en vigueur.

Les titulaires d'une pension de vieillesse acquise à la date d'entrée en vigueur de la présente loi dans le régime de base des professions libérales bénéficieront des prestations de l'assurance maladie dans les mêmes conditions que les pensionnés du régime général.

#### Art. 3 bis (nouveau).

Les dispositions des articles premier, 2 et 3 de la présente loi seront mises en application au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1977.

#### Art. 4.

I. — Les accords relatifs à l'institution dans le cadre professionnel ou interprofessionnel de régimes complémentaires de retraites, ainsi que leurs avenants, peuvent être agréés par arrêté du Ministre chargé de la Sécurité sociale et du Ministre de l'Economie et des Finances, lorsqu'ils sont conclus entre les organisations

syndicales et professionnelles les plus représentatives des artistes auteurs visés à l'article L. 613-1 du Code de la Sécurité sociale et des personnes assurant la diffusion ou l'exploitation de leurs œuvres.

L'agrément a pour effet de rendre obligatoires les dispositions de l'accord pour toutes les personnes comprises dans le champ d'application de l'accord.

Il est donné pour la durée de validité de l'accord.

Il peut être retiré par arrêté du Ministre chargé de la Sécurité sociale et du Ministre de l'Economie et des Finances si les dispositions de l'accord ou ses conditions d'application cessent d'être en conformité avec les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Les accords mentionnés ci-dessus et présentés à l'agrément du Ministre chargé de la Sécurité sociale et du Ministre de l'Economie et des Finances sont soumis aux conditions de publicité prévues aux articles L. 133-16 et L. 133-17 du Code du Travail.

II. — Jusqu'à l'entrée en vigueur de ces régimes institués par catégorie d'artistes auteurs en application du I ci-dessus, les régimes complémentaires d'assurance vieillesse institués en application de l'article L. 658 du Code de la Sécurité sociale demeurent applicables aux personnes mentionnées à l'article L. 613-1 du même Code qui entrent dans le champ d'application de ces régimes tel qu'il était fixé antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Les régimes complémentaires institués par catégorie d'artistes auteurs en application du I ci-dessus prendront en charge les droits acquis ou en cours d'acquisition par leurs ressortissants dans les régimes complémentaires institués en vertu de l'article L. 658. En contrepartie, une partie des biens de ces organismes envers lesquels ces droits étaient acquis ou en cours d'acquisition leur sera dévolue.

Art. 5.

..... Supprimé .....

Art. 6.

Des décrets déterminent pour chacune des professions mentionnées à l'article premier les modalités d'application de la présente loi et notamment :

— les modes de gestion des régimes complémentaires auxquels des personnes mentionnées à l'article L. 613-1 du Code de la Sécurité sociale demeurent affiliées en application de l'article 4 ;

— les modes de gestion et de fonctionnement des institutions éventuellement créées en application de l'article 4 ci-dessus ;

— les biens dévolus à ces régimes complémentaires en application de l'article 4 ci-dessus.

Art. 7.

Sont abrogés :

— les deuxième, troisième et quatrième alinéas du 10° de l'article L. 242 du Code de la Sécurité sociale ;

— les mots « à l'exclusion des écrivains » dans l'article L. 514 du Code de la Sécurité sociale ;

— les mots « ou par l'intermédiaire d'un commerçant » dans l'article 42 de la loi n° 57-701 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 novembre 1975.

Le Président,

*Signé* : Edgar FAURE.